

L'État islamique en 2022

Le groupe État islamique (EI) semble avoir été réduit à l'ombre de lui-même. L'attention du public occidental s'est effacée et les priorités de la communauté internationale semblent s'être déplacées vers d'autres enjeux. Il semble donc fondé de faire le point sur la situation actuelle du groupe et d'évaluer les dangers qu'il représente encore.

Par Fabien Merz

À l'apogée de son fulgurant essor entre 2014 et 2015, l'EI exerçait son emprise sur un territoire d'environ la taille du Royaume-Uni qui s'étendait d'Alep, dans le nord-ouest de la Syrie, à Diyala, au nord-est de l'Irak. Il contrôlait plusieurs grands centres urbains, dont Mossoul, la deuxième plus grande ville d'Irak, ainsi que Raqqa en Syrie. L'EI a également déclaré un «califat islamique» en 2014. S'appuyant sur ces succès et grâce à une campagne de propagande astucieuse, le groupe a également réussi à radicaliser des individus à travers le monde et à attirer un nombre sans précédent de combattants étrangers, dont des milliers d'individus originaires de pays occidentaux. En parallèle, l'EI a aussi démontré ses ambitions et sa portée globale en déclenchant une campagne terroriste à travers le monde, frappant aussi à maintes reprises à travers l'Europe. En outre, le groupe a par ailleurs aussi réussi à établir un large réseau de franchises et d'alliés régionaux de l'Afrique-Occidentale à l'Asie du Sud-est.

Confronté à un nombre croissant d'adversaires locaux et à une coalition militaire menée par les États-Unis, le groupe a commencé à se faire progressivement refouler dès 2016. Après la libération de Mossoul mi-2017 et celle de Raqqa à la fin de la même année, l'EI a finalement livré son dernier combat avant d'être vaincu militairement à Baghouz, dans le nord-est de la



La vieille ville de Mossoul après sa libération de l'EI en juillet 2017. *Thaier Al-Sudani / Reuters*

Syrie, au début de 2019. Ayant perdu l'intégralité de leurs vastes territoires, leurs rangs gravement diminués et leurs sources de revenus quasiment taries, les derniers éléments du groupe sont entrés dans la clandestinité. En corollaire à ces développements, la capacité du groupe à perpétrer directement ou à inciter indirectement des attentats au-delà de la région, et notamment en Europe, semble avoir diminué.

Avec la pandémie de COVID-19 qui tient le monde en haleine et la réapparition de tensions entre grandes puissances sur la scène mondiale, l'attention dans le discours public occidental semble avoir diminué et les priorités de la communauté internationale s'être réorientées. Si l'élimination du chef de groupe, Abou Bakr al-Baghdadi par les forces spéciales américaines fin 2019 en Syrie a encore suscité une large couver-

ture médiatique, l'annonce récente du même sort subi par son successeur en février 2022 n'a guère défrayé la chronique plus d'une seule journée. La relative tombée en désuétude de ce groupe autrefois au centre de l'attention mondiale justifie de faire le point sur la situation actuelle, ainsi que d'évaluer la trajectoire que le groupe a prise plus récemment et des dangers qu'il représente encore. La phase actuelle de calme relatif paraît également être une bonne opportunité afin de réfléchir à comment prévenir l'EI ou des groupes similaires de ressurgir à l'avenir.

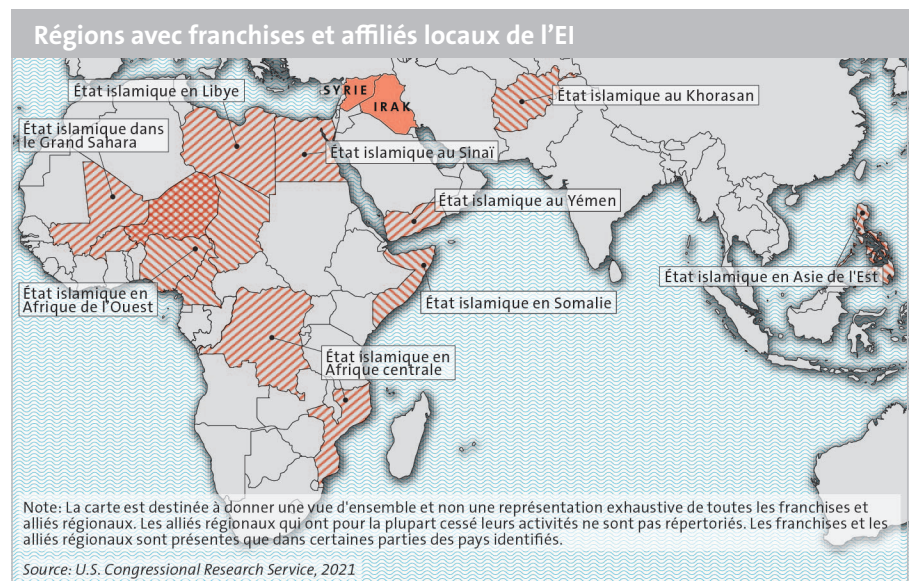
Situation en Syrie et en Irak

Comme mentionné précédemment, le noyau du groupe opérant en Syrie et en Irak, a été considérablement affaibli au cours des dernières années. Confronté à un éventail croissant d'adversaires de plus en plus puissants sur le plan militaire et visé par une campagne de bombardements de la coalition menée par les États-Unis, le groupe a commencé à se faire refouler de manière systématique dès 2016. En décembre 2017, le groupe avait perdu environ 95 pour cent de son territoire en Irak et en Syrie. Le groupe a d'abord été progressivement repoussé en Irak par un mélange hétérogène de forces gouvernementales irakiennes, de milices chiites souvent soutenues par l'Iran ainsi que de Kurdes irakiens. Falloujah a été libérée en juin 2016 et l'EI a été expulsé de Mossoul d'ici mi-2017. Une dynamique similaire s'est déroulée en Syrie avec un léger décalage. Le groupe a été poussé hors de Raqqa, la capitale nominale de son califat autoproclamé, fin 2017 par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), une milice dominée par les Kurdes et soutenue par les États-Unis. Le groupe a ensuite tenu sa dernière position à Baghouz, une enclave

La perte de territoire a porté un coup sévère à l'attrait du discours de l'EI.

désertique du nord-est de la Syrie, où il a finalement été vaincu militairement par les FDS début 2019.

Cela a forcé les éléments restants de l'EI d'entrer dans la clandestinité. Le groupe s'est adapté à ces nouvelles circonstances en revenant à un mode opératoire traditionnellement associé aux groupes insurgés et terroristes classiques. Au cours des dernières années, les vestiges de l'organisation ont ainsi mené une insurrection de relativement faible intensité et majoritairement



rurale, recourant souvent à des embuscades, des attentats à la bombe et des «attaques éclair». En Irak, les activités de l'EI se sont principalement concentrées sur les provinces d'Anbar et de Ninive, toutes deux adjacentes à la Syrie, ainsi que sur celles de Salah ad-Din, de Diyala, d'Erbil et de Kirkouk dans le nord du pays. En Syrie, les activités du groupe semblent être essentiellement concentrées dans la partie nord-est du pays adjacente à l'Irak. La propagande de l'EI, pour sa part, a pivoté et cessé de mettre l'accent sur le contrôle du territoire, c'est-à-dire son «califat» au cours de sa phase expansionniste, pour présenter ces nouvelles circonstances comme une «épreuve divine» à surmonter.

Bien que le groupe soit toujours en mesure de déstabiliser la région et semble avoir conservé la capacité de mener occasionnellement des opérations de plus grande envergure en Syrie et en Irak, il ne constitue pas, du moins pour l'instant, une menace existentielle pour l'intégrité de l'État irakien et ne peut avoir d'incidence sur la répartition générale actuelle du pouvoir en Syrie. La plupart des analystes anticipent que le groupe va tenter de regagner des forces en érodant continuellement ses adversaires locaux par le biais du terrorisme et d'opérations insurrectionnelles, tout en cherchant à encourager et à exploiter les griefs parmi les populations sunnites locales. Cette approche est très similaire à la façon dont l'EII (l'État islamique en Irak), l'ancêtre direct de l'EI, a opéré entre 2007, après avoir été affaibli

suite aux efforts de contre-insurrection des États-Unis, et 2013, lorsqu'il a refait surface au milieu du chaos de la guerre civile syrienne avant de conquérir rapidement certaines parties de l'Irak.

Parallèlement à la perte de son territoire, l'EI semble également avoir perdu l'essentiel de sa capacité à mener des opérations terroristes de grande envergure à l'étranger, comme celle qui avait par exemple frappé Paris en novembre 2015. En outre, on présume que le groupe a aussi une capacité réduite à radicaliser de nouveaux partisans et à les persuader de commettre des actes terroristes en son nom, une approche que le groupe avait utilisée extensivement à l'apogée de sa puissance, y compris en Europe. En effet, si les services de sécurité sont devenus plus efficaces afin de déjouer ces attaques au fil des ans et si les programmes P/CVE (*Preventing/Countering Violent Extremism*) ont porté leurs fruits, la tendance générale à la diminution des attaques directement ou indirectement liées à l'EI en Europe semble être un bon indicateur de la capacité réduite du groupe à inciter à des actes terroristes soi-disant «*home grown*».

Si la perte de capacité à perpétrer des opérations à grande échelle est principalement due au fait que le groupe ne dispose plus d'une base logistique sûre à partir de laquelle opérer, la diminution de sa capacité à inciter aux actes terroristes «*home grown*» est principalement attribuable au fait que la propagande de l'EI a perdu de son attrait. D'une part, la quantité et la qualité de la production de propagande du groupe, au-

trefois impressionnante, semble avoir diminué proportionnellement à la dégradation continue du groupe et à son repli dans la clandestinité en Irak et en Syrie. Plus important encore, la perte de territoire a porté un coup sévère à l'attrait du discours de l'EI, qui reposait sur la création d'un «État islamique» ou d'un «califat», une revendication qui pouvait être justifiée devant des sympathisants potentiels en contrôlant et en administrant un vaste territoire conformément à leur interprétation de la *charia*. En effet, la composante territoriale était l'un des principaux éléments qui distinguait l'EI des autres groupes djihadistes aux ambitions globales tels qu'Al-Qaïda, et probablement l'une des principales raisons pour lesquelles le groupe a réussi à attirer un si grand nombre à sa cause.

Toutefois, la diminution de la menace terroriste globale émanant de l'EI ne doit en aucun cas être interprétée comme une raison de baisser le niveau élevé de vigilance. Bien que le risque que des individus isolés ou de petits groupes frappent au nom de l'EI a diminué depuis quelques années, il reste bien réel, y compris en Europe. En octobre 2021, cinq individus ont par exemple été arrêtés à Bonn, en Allemagne. Les suspects sont accusés d'avoir planifié un attentat terroriste inspiré par l'EI. En outre, même les attaques plus rudimentaires ou soi-disant «*low-tech*» perpétrées par un seul individu peuvent potentiellement avoir un impact dévastateur. L'attentat au camion bélier de Nice en juillet 2016, au cours duquel plus de 80 personnes ont perdu la vie et plus de 450 ont été blessées, en est peut-être la meilleure illustration.

Bombes à retardement

La situation actuelle des membres emprisonnés de l'EI et de leurs familles en Syrie et en Irak présente une autre menace de taille. On estime actuellement qu'environ 12 000 combattants présumés de l'EI (définis par les autorités locales comme des membres masculins de l'EI en âge de combattre) et environ 60 000 membres de la famille des combattants présumés de l'EI, c'est-à-dire des femmes et des enfants, sont détenus dans des prisons et des camps dans la région. Parmi eux, on trouve également un nombre important d'individus originaires de pays occidentaux et en particulier de pays européens, jusqu'à 1 200 selon certaines estimations. Invoquant principalement des raisons sécuritaires, la plupart des pays européens ont jusqu'à présent rechigné à rapatrier ces personnes de manière systématique, et lorsqu'ils s'y résolvent, ils se concentrent essentiellement sur les mi-

neurs non accompagnés. S'il est vrai que le rapatriement systématique comporte en soi un certain nombre d'obstacles et de risques, le *statu quo* actuel est considéré par la plupart des experts comme intenable.

Les prisons détenant les combattants de l'EI ont été décrites comme «des bombes à retardement» par ceux qui connaissent les conditions sur le terrain. D'une part, on estime que le risque est élevé que les attitudes radicales des personnes incarcérées dans ces environnements se durcissent davantage. D'autre part, les expériences passées ont montré que ces environnements sont propices à être exploités par les détenus pour étendre leurs réseaux, s'organiser et planifier. On pense par exemple que nombre de ceux qui sont devenus plus tard les principaux dirigeants de l'EI se sont rencontrés et organisés à Camp Bocca, un camp de détention américain utilisé en Irak entre 2003 et 2009. Cela signifie que plus ces individus seront maintenus longtemps dans ces environnements, plus il y a de risque à ce que ces personnes deviennent encore plus dangereuses. Aggravant une situation en soi déjà critique, il existe en

Les prisons détenant les combattants de l'EI peuvent être décrits comme des bombes à retardement.

plus un risque réel que ces détenus s'évadent en raison de la situation sécuritaire dans la région. L'EI dispose d'une longue expérience lorsqu'il s'agit de systématiquement libérer ses membres de prison. Même dans son état d'affaiblissement actuel, le groupe a par exemple récemment lancé une opération de grande envergure impliquant jusqu'à 200 combattants pour tenter de libérer environ 3 500 de ses membres d'une prison contrôlée par les FDS à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie. Même si elle a été déjouée, cette tentative montre à quel point le risque est réelle. L'évasion d'un plus grand nombre de membres de l'EI aurait non seulement des conséquences pour la sécurité dans la région, mais constituerait également une potentielle menace pour les pays d'origine des combattants étrangers incarcérés, y compris pour les États européens.

Mis à part la multitude de problèmes éthiques et humanitaires qu'ils posent, les camps où sont détenus les familles des combattants de l'EI dans le nord-est de la Syrie sont eux susceptibles de causer une

série de défis dans un avenir plus lointain. Les autorités SDF qui contrôlent ces camps manquent de ressources nécessaires pour répondre aux besoins les plus élémentaires d'un si grand nombre de familles. Sans compter qu'il leur manque les moyens de faire régner l'ordre de manière adéquate et d'empêcher les mères encore fermement attachées à l'idéologie de l'EI de continuer à l'inculquer à leurs enfants. De nombreux experts craignent que ces mineurs, radicalisés dès le plus jeune âge dans un environnement qui tend à renforcer les discours qui leur sont servis, ne posent une multitude de défis sociopolitiques et sécuritaires au long terme. Permettant au moins de relocaliser ces personnes où des mesures plus adéquates peuvent être prises pour les gérer et, si possible les réintégrer dans la société, la plupart des experts semblent donc conclure que le rapatriement des combattants étrangers et de leurs familles est l'option préférable.

Le réseau mondial de l'EI

Alors qu'il était à l'apogée de son pouvoir en Syrie et en Irak, l'EI a affiché son ambition globale en établissant un nombre de franchises régionales, ou dans sa propre nomenclature *Wilaya*, «provinces» en arabe. La plupart du temps, il y est parvenu soit en cooptant des groupes djihadistes locaux, soit en convainquant les membres des groupes locaux de faire sécession et de prêter allégeance au leadership de l'EI. En 2015, ces franchises et affiliés régionaux étaient présents, entre autres, en Libye, au Yémen, en Égypte, en Afghanistan, au Nigeria, dans la région du Sahel, en Somalie et aux Philippines. Malgré le déclin du noyau dur de l'EI en Syrie et en Irak, le nombre d'affiliés locaux a récemment augmenté et comprend désormais des branches en République centrafricaine et au Mozambique. La nature exacte des relations et des liens entre le noyau de l'EI et les différents affiliés régionaux a toujours été opaque. Cependant, on peut supposer qu'il y avait et qu'il y a toujours des variations au regard du degré d'implication du noyau de l'EI ainsi que de son influence.

Les capacités militaires et terroristes de ces différents affiliés régionaux ont également fluctué de manière significative au fil des ans. Ces fluctuations étaient souvent étroitement liées aux dynamiques des conflits locaux auxquelles les affiliés respectifs participaient. La branche libyenne de l'EI a par exemple réussi à prendre le contrôle de la ville portuaire de Syrte en 2016, mais a

ensuite été repoussée dans la clandestinité par d'autres factions belligérantes. La branche égyptienne de l'EI était quant à elle considérée comme un acteur terroriste extrêmement dangereux, qui a, entre autres

L'EI a tendance à prospérer où règne l'instabilité.

revendiqué la responsabilité de l'attentat à la bombe contre le vol de ligne russe en 2015, tuant 224 personnes. Cependant, le groupe a depuis été considérablement affaibli par une campagne lancée par les forces de sécurité égyptiennes. D'autres affiliés, notamment en Somalie, étaient relativement faibles dès le départ et n'ont jamais réussi à gagner un élan significatif.

Tandis que les affiliés locaux susmentionnés semblent ne jamais avoir réussi à s'établir ou se sont considérablement affaiblis, d'autres, en revanche, ont plus récemment pris de l'ampleur. L'État islamique en Afrique de l'Ouest semble avoir récemment supplanté les groupes djihadistes rivaux et commencé à consolider son pouvoir dans le bassin du Tchad. La franchise du groupe dans la région du Sahara, «l'État Islamique dans le Grand Sahara», a continué à exploiter les vacances du pouvoir local et à faire des ravages dans la région malgré la présence prolongée des troupes françaises. Plus récemment, les nouveaux affiliés du groupe au Mozambique et en République centrafricaine (État islamique en Afrique centrale) ont également augmenté le nombre d'attaques contre leurs adversaires. La franchise afghane de l'EI (l'État Islamique au Khorasan) semble aussi avoir gagné récemment en puissance, principalement en raison du vide sécuri-

taire causé par le retrait des États-Unis et de l'OTAN à l'été 2021 et la reprise du pays par les talibans. Malgré leurs récents succès, les branches de l'EI en Afrique subsaharienne et en Afghanistan semblent se concentrer principalement sur des objectifs régionaux et moins sur l'exportation du terrorisme au-delà de leurs théâtres d'opérations traditionnels. Même si

elles peuvent ainsi de plus en plus menacer la stabilité régionale et les intérêts étrangers dans les régions où elles opèrent, elles ne semblent pas, du moins à l'heure actuelle, constituer une menace significative pour la sécurité intérieure des États occidentaux.

Empêcher l'EI de ressurgir

Comme l'illustre la montée en puissance du groupe en Syrie, en Irak et ailleurs, l'EI a tendance à prospérer là où règne l'instabilité, où les institutions étatiques sont faibles et où certaines parties de la population sont privées de leurs droits, voire opprimées. L'EI ne va guère disparaître et pourrait même ressurgir si l'on ne s'attaque pas aux causes initiales qui lui ont permis de prospérer en premier lieu. Cela implique de stabiliser les régions en question et de progresser vers des systèmes politiques plus inclusifs qui mettent fin à la marginalisation structurelle et à l'oppression de certains pans de la population. Il convient aussi de s'assurer que les mesures visant à lutter contre le terrorisme sont calibrées le mieux possible. En effet, de nombreuses études ont montré que la surenchère systématique des services de sécurité tend à créer des griefs, ce qui finit par alimenter le terrorisme. Ne pas tenir compte de cela dans la lutte contre le terrorisme reviendrait à continuer à couper une tête de l'hydre métaphorique pour en voir pousser deux par la suite.

La tâche consistant à priver des groupes tels que l'EI d'un terrain fertile semble en effet herculéenne. Dans la plupart des régions où l'EI maintient une présence, les conditions actuelles sont très éloignées de ce qu'elles devraient idéalement être. Pour aborder durablement ces problèmes, il faudra des efforts combinés des acteurs locaux et de la communauté internationale ainsi que beaucoup de temps et de volonté politique. Dans le même temps, il convient de rappeler que si l'EI a trouvé un terrain fertile dans des régions en proie à des conflits et à l'instabilité, l'afflux d'un grand nombre de combattants étrangers venus du monde entier, y compris d'Europe, a également contribué à l'essor du groupe. Afin d'empêcher l'EI ou des groupes similaires de ressurgir, il faudra donc également s'attaquer aux facteurs domestiques respectifs qui ont contribué à ce que ces individus se radicalisent et adhèrent à la cause de l'EI. Pour toute société qui a dû faire face à ce phénomène troublant, la période actuelle de calme relatif semble être une bonne occasion de refléter et si nécessaire, de procéder à des ajustements. Comme la dernière décennie d'attaques terroristes l'a démontré à maintes reprises en Europe et au-delà, ne rien faire risque d'entraîner des conséquences graves.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Fabien Merz est Senior Researcher au sein de l'équipe «Swiss and Euro-Atlantic Security» du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zürich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Julian Kamasa
Révision linguistique: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni, Rosa Guggenheim

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Comprendre la planification axée sur les capacités No 298
Rançongiciels: approches nationales de protection No 297
La cybersécurité dans le secteur de la santé No 296
Pénurie globale de puces No 295
Le retour des talibans et les relations sino-russes No 294
L'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie entre Est et Ouest No 293

© 2022 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000534604